

Préface – la gouvernance, ça compte !

Malgré l'amélioration progressive de ses perspectives, l'économie mondiale continue de subir les conséquences de la crise financière, économique et sociale qui l'a frappée. Face à l'atonie de la croissance, au poids de la dette publique, à la persistance du chômage et au creusement des inégalités, une action déterminée s'impose. On attend des pouvoirs publics qu'ils remettent les économies sur les rails d'une croissance plus forte, plus verte et plus inclusive.

Les citoyens veulent que les autorités montrent la voie à suivre. En l'absence d'un leadership fort accompagné de politiques efficaces, la confiance à l'égard des pouvoirs publics s'érode facilement, et c'est ce qui s'est produit sous l'effet de la crise. Dans toute la zone OCDE, les citoyens ont perdu confiance dans l'aptitude des responsables publics à résoudre les problèmes économiques et à répondre à leurs besoins et à leurs exigences. Or, il est essentiel que les autorités retrouvent la confiance de la population pour pouvoir mener à bien les réformes nécessaires.

Pour reconquérir cette confiance, elles peuvent jouer sur un levier crucial : de bonnes performances. L'édition 2013 du *Panorama des administrations publiques* propose un tableau de bord visant à aider les décideurs et les citoyens à analyser et à comparer les performances des administrations et à recenser les domaines dans lesquels l'efficacité et l'efficience du secteur public peuvent être améliorées. Les 50 indicateurs présentés couvrent l'intégralité de la chaîne de production des biens et services publics (intrants, processus, produits et réalisations) et des aspects essentiels de la gestion et de la gouvernance publique tels que les pratiques budgétaires, l'intégrité et l'administration ouverte, l'administration électronique et les stratégies en matière de TIC.

Le *Panorama des administrations publiques 2013* montre que, même si les gouvernements ont pris des mesures pour renforcer les institutions et optimiser la dépense publique, beaucoup reste à faire. Ainsi, malgré les efforts considérables déployés par de nombreux pays, leurs finances publiques doivent encore être assainies, et d'importantes inégalités hommes-femmes persistent. Par exemple, les femmes n'occupent que 40 % des postes d'encadrement intermédiaire et 29 % des postes d'encadrement supérieur au sein de la fonction publique. En outre, l'ouverture des données publiques gagne en importance en tant qu'outil de gouvernance – 56 % des pays de l'OCDE se sont dotés d'une stratégie nationale en la matière – mais il faut aller plus loin pour garantir que les administrés puissent effectivement utiliser l'information disponible. Dans tous ces domaines et bien d'autres encore, la réforme du secteur public doit rester une priorité forte, à l'appui de nos objectifs économiques et sociaux.

Nous avons œuvré sans relâche à élargir le champ de nos indicateurs et de nos analyses dans le domaine de la gouvernance et à les fournir dans les meilleurs délais sur un large éventail de formats électroniques, afin d'assurer leur accessibilité. Nous ne

doutons donc pas que le *Panorama des administrations publiques 2013* constituera une ressource extrêmement précieuse au service des responsables publics, des citoyens et des chercheurs en quête de politiques meilleures pour une vie meilleure.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE



Extrait de :
Government at a Glance 2013

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Gurría, Angel (2015), « Préface – la gouvernance, ça compte ! », dans OCDE, *Government at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.